

Conseil d'Unité du mardi 23 janvier

Relevé de décisions

Présents : Cécile Legros, Arnaud Haquet, Sylvia Brunet, Amélie Dionisi, Stéphane Pessina, , Jean-Philippe Lieutier, Vincent Martin, Antoine Megie.

Excusés : Valérie Parisot, Sébastien Adalid, Benoît Jean-Antoine, Victor Guset.

1) Classement des candidatures aux contrats doctoraux

Dans le cadre de la campagne de candidatures aux contrats doctoraux, qui fusionne désormais la procédure des allocations établissement et régionales, il est demandé aux unités de recherche de sélectionner un quota de dossiers en vue d'expertises externes. Le quota du CUREJ est de 8 dossiers.

Dans un second temps, le conseil d'unité doit procéder au classement de ces dossiers et émettre des avis circonstanciés.

Il a été décidé de procéder dès à présent au classement.

Neuf dossiers de candidature ont été transmis.

Certains dossiers se positionnent exclusivement sur les contrats établissement, d'autres également sur les contrats région. Enfin, un dossier envisage une candidature aux contrats co-financés par la Métropole et la Région.

Les dossiers sont présentés en fonction du rattachement à l'un des axes thématiques du CUREJ.

Personnes

- V. Tchen - APDE - Le rôle des acteurs privés en droit des étrangers - étude sur la privatisation d'une police administrative.
 - Candidature établissement
- J. Dechepy - RPAVIF - la réponse pénale aux auteurs de violences conjugales.
 - Candidature région + établissement
- A. Dionisi – CPPMM - La classification des personnes physiques, entre minorité et majorité.
 - Candidature région + établissement

Territoires et mobilités

- C. Legros – REVATRM – L'adaptation de la réglementation du transport routier de marchandises par véhicule automatisé.
 - Candidature région + établissement
- A. Corre-Basset - CNDS : La concrétisation non étatique des droits sociaux.
 - Candidature région + établissement & 50/50 Métropole/Région
- A. Corre-Basset – NORIA : La production de norme par l'IA.
 - Candidature région + établissement

CONSEIL D'UNITE

CENTRE UNIVERSITAIRE D'ÉTUDES JURIDIQUES
<https://curej.univ-rouen.fr/>**Patrimoine et Transitions / DIC**

- S. Brunet – GarEnvSain – La garantie constitutionnelle du droit à un environnement sain : étude comparée des systèmes juridiques français et béninois.
 - Candidature région + établissement

Justice

- J. Dechepy – LCTS – La lutte contre le trafic de stupéfiants.
 - Candidature établissement

Activités

- S. Adalid – IEDDA : L'intégration économique et le développement durable en Afrique.
 - Candidature région + établissement

A la suite d'une longue discussion sur la difficulté d'établir des critères faisant l'unanimité des membres du conseil, il a été décidé le classement suivant, qui repose sur différents critères non hiérarchisés :

- l'insertion du sujet dans les thématiques du CUREJ
- le caractère novateur du sujet
- l'articulation des sujets avec les axes stratégiques de l'URN et les thématiques relevant de la transition socio-écologique
- l'obtention préalable de contrats doctoraux par le ou la collègue porteur du sujet

➤ Classement allocations

- 1) V. Tchen - APDE - Le rôle des acteurs privés en droit des étrangers - étude sur la privatisation d'une police administrative" (thématiques : droit des étrangers ; droit administratif ; contentieux administratif).
- 2) J. Dechepy - RPAVIF - La réponse pénale aux auteurs de violences conjugales
- 3) S. Brunet - GarEnvSain - La garantie constitutionnelle du droit à un environnement sain : étude comparée des systèmes juridiques français et béninois
- 4) C. Legros – REVATRM - L'adaptation de la réglementation du transport routier de marchandises par véhicule automatisé
- 5) A. Dionisi – CPPMM - La classification des personnes physiques, entre minorité et majorité
- 6) A. Corre-Basset - NORIA - La production de norme par l'IA
- 7) J. Dechepy - LCTS - La lutte contre le trafic de stupéfiant
- 8) S. Adalid - IEDDA - L'intégration économique et le développement durable en Afrique

Le 9^e dossier CNDS - La concrétisation non étatique des droits sociaux - a été orienté vers une candidature au dispositif Métropole/Région.

Une orientation sur le dispositif régional sera proposée pour les dossiers suivants :

- REVATRM - L'adaptation de la réglementation du transport routier de marchandises par véhicule automatisé
- NORIA : La production de norme par l'IA
- IEDDA : L'intégration économique et le développement durable en Afrique
- CNDS : La concrétisation non étatique des droits sociaux

Les avis motivés seront élaborés en février.

VOTE : vote à l'unanimité.

CONSEIL D'UNITE

2) Campagne d'emploi**• Postes d'enseignants-chercheurs**

Afin de procéder au classement des demandes de postes pour 2025 et 2026, les données de la campagne précédente sont préalablement rappelées.

DEMANDES 2024 (POSTES OBTENUS pour un recrutement en 2025)

- 1) PR 01 Droit privé et sciences criminelles (agrégation)
- 2) MCF 02 Théorie du droit – droit comparé
- 3) PR 03 Histoire du droit et des institutions (agrégation)
- 4) MCF 01 Droit patrimonial de la famille
- 5) MCF 01 Droit pénal
- 6) PR 86 Droit pharmaceutique (UFR santé)
- 7) MCF 02 Droit public (IUT CJ)

Pour l'UFR DESG, seuls 4 postes ont donc été publiés, dont deux postes de professeur. Il convient donc d'être raisonnables sur le nombre de postes classés pour les prochaines campagnes. Le choix a été fait de présenter les demandes sur deux campagnes.

DEMANDES DE POSTES 2025/26 – CUREJ**• UFR DESG****Section 01****1. Maître de conférences : Droit pénal**

Profil enseignements : Droit pénal général (Licence et Master)

Profil recherche : Droit des peines et sanctions pénales. Appréhension des questions environnementales sous l'angle des sanctions.

2. Maître de conférences : Droit civil

Profil enseignements : Introduction générale au droit, Droit des biens, Droit des personnes (cours dispensés en première année de Licence Droit et AES).

3. Maître de conférences : Droit commercial

Profil enseignements : Droit commercial, Droit des sociétés (droit commun et droit spécial), Droit des procédures collectives.

Profil recherche : responsabilité sociétale.

4. Professeur (art. 46-1) : Procédure pénale (interne et coopération internationale)**5. Professeur en Droit privé (agrégation ?)****Section 02****1. Maître de conférences : Droit des contrats publics locaux et droit de la culture****2. Professeur en Droit public - agrégation****3. Maître de conférences : Droit administratif et droit public allemand**

Profil enseignement : direction de la Licence bilingue franco-allemand

Profil recherche : Droit allemand

1. Professeur (art. 46-1) Droit public interne, européen et international**2. Maître de conférences : Droit et relations internationales****3. Maître de conférences : Droit de l'environnement**

Section 04

- **Maitre de conférences : Organisations politiques et sociologie électorale**
- **IUT - Département carrières juridiques**
 - **Professeur Droit privé (art. 46-1) – profil recherche : Droit international**
- **UFR santé (Cette demande a été formulée après le présent conseil d'unité, alors même que le directeur du département de pharmacie avait été sollicité à ce sujet en amont ; elle n'est donc pas classée à ce stade).**
 - **Professeur Droit pharmaceutique (section 86)**

➤ Classement CUREJ

2025

- 1) **MCF 01 Droit pénal**
- 2) **MCF 02 Droit des contrats publics locaux et droit de la culture**
- 3) **MCF 01 Droit civil**
profil recherche : personnes, santé, santé environnementale..
- 4) **PR 02 : agrégation**
- 5) **MCF 04 Organisations politiques et sociologie électorale**
- 6) **MCF 01 Droit commercial**
profil recherche : responsabilité sociétale
- 7) **MCF 02 Droit administratif et droit public allemands**

2026

- 1) **PR 02 46.1 Droit public interne, européen et international**
- 2) **PR 01 (art. 46-1) Procédure pénale (interne et coopération internationale)**
- 3) **PR 01 (art. 46-1) Droit privé/ Droit international (IUT CJ)**
- 4) **MCF 02 Droit et relations internationales**
- 5) **MCF 02 Droit de l'environnement**
- 6) **PR Droit privé**
- 7) **MCF 01 DDRS**

Ce dernier poste, qui avait fait l'objet d'une demande non retenue par la section de droit privé, a été réintroduit dans le classement. Il correspond non seulement à des besoins croissants d'enseignements, mais également à une volonté du CUREJ de renforcer le Thème patrimoine & Transitions par un profil de privatiste en droit de l'environnement.

VOTE : vote à l'unanimité moins une abstention.

• Postes d'ATER

Les demandes présentées en Conseil de département ont été approuvées à l'unanimité.

NB : Classement des demandes de postes d'ATER : Une fois les profils de postes finalisés, le conseil d'unité procèdera à un vote électronique pour classer les demandes par section CNU. **Entre le vendredi 2 février et le lundi 5 février midi.**

La séance est levée à 18h30.